

Européens, soyez audacieux en matière d'immigration

Pour lutter contre les filières clandestines et éviter les naufrages dans la Méditerranée, les Européens doivent différencier asile et immigration

PAR HUBERT VÉDRINE

Voir la Méditerranée transformée en cimetière marin pour tant de ceux qui cherchent la terre d'asile, ou de cocagne, européenne, est un tel choc qu'il va – peut-être – sortir l'Europe de sa longue léthargie stratégique et de ses abstractions généreuses mais éthérées et largement stériles sur l'humanité. En surmontant ses contradictions, l'Europe se métamorphoserait et se grandirait.

Que faire pour cela ? Il n'y a pas « une » mesure miracle, mais un ensemble d'actions à définir, à expliquer et à mener. Chacune nécessite de trancher entre pays européens ou entre institutions européennes, ou entre opinions et gouvernements, ou entre bureaucraties, et donc du courage politique. L'ensemble constituerait la politique européenne de l'asile et de l'immigration, crédible, assumée et durable, qui fait défaut. D'abord prendre la juste mesure du phénomène. Distinguer asile et immigration. Ne pas oublier que c'est un phénomène mondial (Nigeria, Afrique du Sud, Australie, Rio Grande, etc.), et pas seulement européen ; 80 % à

UN RECOURS
À LA FORCE SERA
À UN MOMENT
OU À UN AUTRE
INÉVITABLE

90 % des déplacés, dans le monde, le sont dans les pays du « Sud ». C'est le Pakistan qui accueille le plus grand nombre de réfugiés au monde. Les chiffres de l'immigration dans l'UE, depuis l'extérieur de l'UE, restent limités : autour d'1,7 million, pas plus que de migrants au sein de l'Union. On en comptait, en 2012, 327 000 pour la France (contre 592 000 pour l'Allemagne et 498 000 pour le Royaume-Uni).

CETTE MÊLÉE MONDIALE CONFUSE

Les « stocks » d'étrangers déjà présents dans un pays de l'UE sont d'une trentaine de millions, dont une vingtaine seulement venus de pays extérieurs à Bruxelles. Il y a 500 millions d'Européens : sur un plan quantitatif, ces flux sont donc gérables. Ils sont économiquement précieux pour pourvoir les emplois non qualifiés vacants, et des emplois très spécialisés. Mais c'est politiquement et psychologiquement explosif dans nos sociétés démocratiques fébriles (information continue, hystérisation, exploitation des émotions) dans une Europe inquiète, sur la défensive et qui se sent, à tort ou à raison, menacée dans son identité et son mode de vie par une mondialisation sauvage (flux financiers, humains, économie casino, extrémisme islamiste, compte à rebours idéologique, etc.).

Comment concilier tout cela ? Les peuples d'Europe attendent de leurs dirigeants qu'ils mettent de l'ordre dans cette mêlée mondiale confuse, où il leur semble que personne ne maîtrise plus rien, ce qui alimente fureur et votes protestataires.

D'abord, en urgence, arrêter les noyades. Par quels moyens ? Accroître les moyens maritimes de repêchage. Empê-

cher les départs par un contrôle accru des navires (opération « Triton » multipliée par 3), voire un blocus maritime des ports de départ (pourquoi pas par la VI^e flotte américaine), ou une coalition maritime ad hoc, et une destruction des rafiots repérés. Il n'y a évidemment pas de solution militaire d'ensemble mais ne rêvons pas : un recours à la force sera à un moment ou à un autre inévitable.

Ensuite re-responsabiliser les gouvernements des pays de transit de la rive sud, ou de l'est de l'Europe. C'est déjà le cas de la plupart d'entre eux : le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, l'Égypte, la Turquie. Le problème majeur, c'est la Libye. La France, qui fait déjà tant, n'a pas à être en première ligne. Mais elle peut appuyer plus le médiateur de l'ONU, Bernardino León, qui travaille à un accord entre les deux gouvernements, et les tribus. La cohésion et la pression conjointe des pays voisins – Italie, Égypte, Algérie, Niger, Tchad, Tunisie, France et États-Unis, via leur VI^e flotte – comme les menaces militaires égyptiennes peuvent inciter les protagonistes au compromis politique et permettre finalement la réapparition en Libye d'un partenaire responsable.

Il faut en parallèle démanteler systématiquement les réseaux, en remontant pour cela toute la chaîne, des pays d'arrivée jusqu'aux pays de recrutement. Mais tout cela ne marchera, avec le temps, qu'à condition que soient prises deux grandes initiatives.

D'abord sur l'asile. Les pays de l'UE, et d'abord de Schengen (après qu'on ait testé leur capacité à contrôler leurs propres frontières), devraient harmoniser les règles de l'asile en Europe et les faire connaître et les gérer en amont, dans des « portes légales d'entrée » dans les pays de premier asile. Qu'est-ce qui nous empêche ? Aucune divergence de fond !

Par ailleurs, sur l'immigration économique, entamer au sommet une grande concertation qui existe déjà au niveau fonctionnaires entre des pays de départ,

IL EST NÉCESSAIRE
DE METTRE FIN
À LA POLITIQUE
DE L'AUTRUCHE SUR
LE DANGER ISLAMISTE,
AUQUEL NOS OPINIONS
SONT À JUSTE TITRE
HYPERSENSIBLES

de transit et d'arrivée. Pour décider ensemble, annuellement, une fois passés les inévitables reproches et procès d'intention, des quotas par métiers, indexés sur les besoins économiques et la capacité d'accueil ; les politiques de visas ; à certains moments, des régularisations raisonnables. Par exemple, en France, il y a environ 300 000 à 400 000 personnes devenues irrégulières à l'expiration de leur titre de séjour légal, mais qui sont en majorité insérées et très utiles à l'économie. On éviterait l'appel d'air du fait de la restriction simultanée de l'accès automatique aux avantages sociaux et médicaux, et de la lutte contre les filières.

L'OCCASION DE SE MÉTAMORPHOSER

Qu'attend-on ? Tout cela nécessite une pédagogie politique intense, franche et crédible, pour faire reculer dans les opinions les approches binaires et manichéennes et décrédibiliser ceux qui exploitent les peurs liées à ce sujet. Exemple : l'immigration n'est en soi ni une chance ni une catastrophe, elle peut être l'une ou l'autre selon la façon dont elle est gérée et expliquée. L'asile devrait pouvoir être plus généreux (que l'on pense aux Syriens, aux chrétiens d'Orient), et assumé comme tel, mais il ne doit pas être détourné à des fins économiques, si-

non il sera rejeté par les opinions...

Il est en même temps nécessaire, car cela est malheureusement lié, de mettre fin à la politique de l'autruche sur le danger islamiste, auquel nos opinions sont à juste titre hypersensibles. C'est important que cette lutte soit clairement assumée depuis janvier 2015, sinon nous risquons un rejet de l'islam tout entier. Et que soit pris un double engagement clair : de l'Europe en faveur des modérés musulmans ; et de la part de ces derniers, une affirmation plus franche de leurs positions.

On parle toujours de plan Marshall au bénéfice de l'Afrique, d'où proviennent encore tant de candidats à l'immigration, jeunes et courageux, prêts à tous les risques ! Mais il y en a eu plusieurs depuis les années 1960 ! Surtout on semble oublier les perspectives économiques africaines, extrêmement prometteuses. L'Afrique ne demande presque plus d'aide au développement, mais des accès au marché européen et des investissements. Le nombre de migrants africains devrait diminuer avec le temps.

Déchirée entre une horreur sincère, une générosité spontanée mais qui ne peut être sans limites, le refus depuis des années d'admettre la brutalité du monde, elle qui croit tant à la « communauté » internationale, et l'obligation de ne pas faire vaciller la démocratie chez elle, l'Europe devrait saisir par les cheveux du drame l'occasion de se métamorphoser, de se montrer forte et généreuse, généreuse parce qu'enfin réaliste et forte. Comme le demande à juste titre Jean-Claude Juncker, il faut aller beaucoup plus loin que les petits pas positifs du Conseil européen du 23 avril. C'est notre mission, et c'est notre intérêt. Il est possible d'en convaincre les peuples d'Europe. ■

Hubert Védrine
est ancien ministre des affaires étrangères

Contre l'élitisme, faisons vivre la culture populaire des Haïtiens !

La visite de François Hollande en Haïti rappelle que la langue française est une arme élitiste. La coopération culturelle doit être ouverte à tous

PAR LYONEL TROUILLOT

Le président français était le 12 mai en Haïti. Nous n'étions pas nombreux à l'écouter. Déjà qu'il existe un vieil adage en créole, « *ay, tou sa se Lafrans* » (« ah, tout ça c'est la France »), qui sert à exprimer le scepticisme après un discours que l'on croit sans suite. Et puis, le président s'exprime dans une langue étrangère pour la majorité des Haïtiens, une belle langue que des élites indifférentes au sort de cette majorité utilisent comme outil d'exclusion et de domination.

Il est temps de mettre fin à ce partage inégal des langues en Haïti. La France pourrait aider à faire que le français ne soit plus le bien de quelques-uns, mais la langue de tous, si elle intégrait ce vœu dans les priorités de sa politique de coopération. La situation linguistique haïtienne fait du français une arme au service de l'injustice et de l'inégalité.

Et puis, comment convaincre cette majorité que la France sait faire autre chose que parler, que sa politique de coopération avec Haïti aidera à des changements structurels vers plus de bien-être pour l'ensemble et l'établissement enfin de cette sphère commune de citoyenneté qui manque tant à la société haïtienne ? Quelques signes existent bien pour rappeler l'action de la France en Haïti, la route dite de l'Amitié, des cours à l'Institut français, quelques actions et programmes, Total et Air France...

Il y a bien sûr le passé colonial qui maintient le soupçon. Un soupçon qui ne témoigne pas forcément de la réalité. Il y a des preuves concrètes de formes de solidarité et d'amitié. Comment oublier ceux et celles qui nous ont aidés après le séisme de 2010 ! Comment ne pas entendre les voix des intellectuels qui, pendant la dictature, ont soutenu nos élans vers la liberté ! Comment ne pas saluer le vœu de comprendre et d'aider,

montré par des Français, fonctionnaires ou simples civils, vivant en Haïti !

Il reste que, aux yeux de la majorité des Haïtiens, la France ne semble pas avoir fait la paix avec cette indépendance haïtienne acquise de haute lutte. La victoire d'une bande d'esclaves sur l'armée expéditionnaire levée par Bonaparte, et la réalisation concrète des principes de liberté et d'égalité entre les individus et les races au tout début du XIX^e siècle.

TROUS DE MÉMOIRE

La France a souvent fait passer nos héros pour des barbares. Elle a contribué à l'isolement de l'État haïtien pendant une bonne partie du XIX^e siècle. Elle s'est fait payer des sommes qui ne lui étaient dues ni en droit ni d'un point de vue humaniste. On pourrait me répondre que, tout cela, « *c'était hier* ». Mais l'amitié ne se fonde pas sur des trous de mémoire. Il y a beaucoup à faire, sur le plan symbolique et dans l'action concrète, pour que les classes populaires voient dans la France une amie sincère.

Dans notre mémoire collective, la France a contre elle Donatien de Rochambeau (1755-1813, capitaine général de la colonie de Saint-Domingue, il fit preuve de cruauté dans le combat pour mater la révolte des esclaves), et d'autres fers de lance du racisme intégral. Mais vous avez Hugo, Jaurès, Sartre. C'est avec cette France-là que l'on voudrait causer. Elle semble loin, cette France, dans une mise au rancart des choses de l'idéal au nom d'un pragmatisme dont personne ne peut compter les effets positifs. Parlons de l'idéal. Pour ce faire, il y a la coopération culturelle. Non pas celle ouverte aux élites. Mais celle qui peut aller vers les masses. Celle qui peut amener les voix du monde aux enfants d'Haïti et aider à faire entendre hors d'Haïti cette culture populaire qui reste la mère nourricière des quelques artistes et écrivains qui font le tour du monde. ■

Lyonel Trouillot
est un écrivain haïtien. Il est notamment l'auteur du roman « Parole du failli » (Actes Sud, 2013)



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX